

JEUNESSE AFRICAINE ET DESOBEISSANCE CREATRICE : POUR UNE PHILOSOPHIE DE L'ACTION TRANSFORMATRICE

SAMAKE Thérèse

Enseignante chercheure en Philosophie/Maitre- Assistant

UCAO-UUBa/Mali

mathere@hotmail.fr

+22376054957

Résumé :

Ce travail analyse la désobéissance créatrice de la jeunesse africaine à partir du cas malien, montrant qu'elle dépasse la simple contestation pour ouvrir des voies originales de transformation sociale. À travers des pratiques quotidiennes, les jeunes inventent de nouveaux modèles de participation, adaptent tradition et innovation, et recomposent les rapports d'autorité. Cette imagination politique en devenir, nourrie par l'histoire et les outils contemporains, révèle la capacité d'action instituante de la jeunesse face aux défis du présent. Elle pose les jalons d'une justice sociale fondée sur l'engagement collectif et la coopération.

Mots clés : Jeunesse – désobéissance créatrice – innovation sociale – transformation

Abstract:

This study analyzes the creative disobedience of African youth through the Malian case, highlighting how it goes beyond mere protest to chart new avenues for social transformation. Through daily practices, young people invent new models of participation, blending tradition and innovation, and reshaping authority relations. This emerging political imagination, nourished by history and contemporary tools, reveals the youth's instituting capacity in the face of today's challenges. It lays the foundations for social justice rooted in collective commitment and cooperation.

Keywords: Youth – creative disobedience – social innovation – transformation

Introduction

Dans un contexte africain où les repères politiques, sociaux et moraux sont en recomposition sous l'effet de crises multiformes, la jeunesse représente à la fois une force démographique majeure et un groupe traversé par des dynamiques et des tensions contrastées. Tirillée entre traditions, modèles importés, promesses non tenues de la modernité et brutalité du réel, elle est souvent assignée à une posture ambivalente : tour à tour célébrée comme vecteur d'espoir et d'innovation ou stigmatisée comme instable, indisciplinée, voire dangereuse pour l'ordre établi. Pourtant, c'est précisément dans cet espace de friction que surgit une dynamique singulière : celle d'une jeunesse qui refuse la résignation, conteste les normes dominantes et invente des formes d'agir non conventionnelles, à la croisée de la résistance et de la créativité.

Cette posture prend la forme de ce que l'on qualifie ici de désobéissance. Il ne s'agit pas d'une révolte anarchique ni d'un rejet impulsif de toute autorité, mais d'un acte volontaire et réfléchi de transgression face à un ordre jugé injuste ou caduc. La « désobéissance créatrice », concept central de cette réflexion, désigne ce geste de refus qui ouvre, par-delà le non, à l'inédit, à l'alternatif, à une espérance concrète. Elle participe d'une action transformatrice, c'est-à-dire d'un engagement porteur de changement social, éthique et politique, où l'individu ne se limite plus à subir ni à s'adapter, mais contribue à faire advenir d'autres possibles.

La problématique centrale peut ainsi se formuler : comment penser philosophiquement les formes contemporaines de désobéissance portées par la jeunesse africaine, non comme de simples ruptures ou oppositions, mais comme le moteur d'une transformation responsable et créatrice des sociétés ? En d'autres termes, dans quelle mesure les actes d'insoumission

juvénile peuvent-ils être interprétés comme les germes d'un projet politique éthique, ancré dans une conscience critique du présent et une volonté de réinvention collective ?

L'objectif de cette recherche est de proposer une lecture renouvelée de la désobéissance juvénile en Afrique, en l'inscrivant dans une perspective philosophique de l'action et de la création. Il s'agit de dépasser les approches normatives, moralisantes ou sécuritaires qui perçoivent la jeunesse comme problème à résoudre, afin de révéler la densité éthique, politique et imaginative de ses pratiques. Cette lecture veut reconnaître à la jeunesse un rôle actif dans la refondation des sociétés africaines.

L'hypothèse qui structure ce travail est la suivante : la jeunesse africaine contemporaine, loin d'être une force de contestation désorganisée, développe des formes de désobéissance féconde, enracinées dans une lecture critique du réel, orientées vers la création d'alternatives. Ces formes, bien que souvent éclatées ou marginales, participent à renouveler les rapports sociaux, mettre en crise les logiques d'oppression et initier des dynamiques de libération individuelle et collective.

Le cadre théorique de ce travail s'articule autour de références internationales et africaines majeures, afin d'éclairer la complexité et la richesse de la désobéissance créatrice. Sur le plan international, H. D. Thoreau défend la désobéissance civile comme une exigence éthique face à l'injustice ; H. Arendt distingue la révolte destructrice de la capacité humaine à initier du neuf ; P. Freire place la conscientisation au cœur de toute transformation ; C. Castoriadis insiste sur la faculté de la société à instituer de nouveaux mondes à partir de son imaginaire ; J. Butler met en avant la dimension corporelle et performative de la résistance.

Du côté africain, C. A. Diop valorise la créativité politique de la jeunesse, en lien avec l'histoire et l'identité. J. Ki-Zerbo considère la résistance comme levier de refondation du

commun. M. Beti et A. Mbembe voient dans la contestation et l'insoumission des actes d'émancipation, mais aussi des dynamiques de réinvention continue de la citoyenneté.

Ce socle théorique permet de comprendre la désobéissance non comme une simple négation, mais comme une praxis collective orientée vers la justice, la responsabilité et la construction de nouveaux liens sociaux.

La méthodologie de ce travail combine une analyse conceptuelle et une enquête de terrain. D'une part, les outils de la philosophie critique servent à déconstruire les catégories normatives traditionnellement appliquées à la jeunesse et à mettre en lumière les logiques éthiques et politiques des actes de désobéissance. D'autre part, une enquête qualitative réalisée auprès de jeunes au Mali (janvier à juin 2025) prend appui sur des entretiens semi-directifs, des observations participantes et l'analyse de récits de vie, afin de révéler les expressions concrètes – souvent informelles ou invisibles – de la contestation et de l'innovation collective. Cette double approche, à la fois théorique et empirique, permet d'identifier les dynamiques subjectives, culturelles et institutionnelles à l'œuvre dans les pratiques juvéniles contemporaines.

L'analyse se structurera en trois moments : d'abord, la fondation philosophique de la désobéissance créatrice ; ensuite, l'analyse des formes concrètes de cette désobéissance dans les pratiques sociales des jeunes africaines ; enfin, la proposition d'une philosophie de l'action transformatrice, pensée comme horizon d'émancipation et de refondation collective.

1. Penser philosophiquement la désobéissance créatrice : ruptures et fondements

Si la désobéissance évoque souvent, dans l'imaginaire collectif, la rupture ou le simple refus d'une autorité, elle peut, à la lumière de nombreux auteurs, être reconnue comme un geste critique

profondément fondateur, porteur d'un horizon de justice. Refus d'obéir à un ordre injuste relève, dans certains contextes, d'un devoir moral : la désobéissance s'affirme alors comme acte politique, capable non seulement de contester l'existant, mais surtout d'initier du nouveau au sein du collectif.

Des penseurs tels que Thoreau, Arendt, Castoriadis, Freire, Butler, mais aussi Diop, Ki-Zerbo ou Mbembe, ont exploré la pluralité des justifications éthiques, des enjeux politiques et de la puissance instituante de la désobéissance créatrice. À travers leurs apports convergents ou singuliers, il s'agira dans ce qui suit de questionner les racines philosophiques, la légitimité et le potentiel transformateur de la désobéissance conçue comme praxis collective — première étape indispensable avant d'envisager son expression vivante et concrète dans les pratiques contemporaines.

1.1. Généalogie philosophique de la désobéissance

La désobéissance, dans une perspective moderne, se distingue du simple rejet violent de l'ordre établi : il s'agit d'un acte volontaire, réfléchi et public, qui vise à dénoncer puis transformer une loi ou une norme jugée injuste. La pensée de H. D. Thoreau forme l'un des repères centraux de cette réflexion : dans son essai « Civil Disobedience », il affirme que « dans un pays où l'on emprisonne injustement quelqu'un, la véritable place pour un homme juste est aussi en prison » (1849, p.53). Pour Thoreau, obéir à la loi injuste revient à en devenir complice ; dès lors, la désobéissance est érigée en devoir moral. Il écrit encore : « Il ne suffit pas de voter pour la justice ; il faut parfois agir en dehors de la loi lorsque la conscience l'exige » (1849, p.55). Ainsi, la conscience individuelle est investie du pouvoir de juger le bien-fondé des lois, et d'intervenir, si besoin, contre l'ordre légal lorsque celui-ci entre en contradiction flagrante avec l'exigence de justice.

Cette dimension sera prolongée chez H. Arendt, qui distingue la simple révolte destructrice de ce qu'elle nomme la désobéissance fondatrice. Selon Arendt, « la désobéissance civile n'est pas un rejet de la loi en tant que telle, mais une protestation contre une application de la loi qui viole l'esprit du contrat social » (1972, p.63). La force politique de la désobéissance tient ici à son potentiel instituant : il ne s'agit pas seulement de dénoncer, mais de « refonder le vivre-ensemble sur des bases renouvelées » (H. Arendt, 1958, p.177). Arendt ajoute : « Les commencements ne sont pas rares dans l'histoire ; ce qui est rare, c'est la volonté de les poursuivre. » Par-là, la désobéissance devient ouverture d'un possible, début d'une réalité alternative, qui cherche à établir une justice vivante.

Cette conception se retrouve aussi dans le champ africain. J. Ki-Zerbo écrit : « La résistance devient créatrice quand elle sert à jeter les bases d'une société nouvelle, où la justice n'est pas un slogan mais un horizon vers lequel marcher » (2003, p.102). Pour C. A. Diop, l'histoire africaine est jalonnée d'« insoumissions fondatrices », qui « ont permis aux sociétés de retrouver leur capacité à instituer du nouveau ou à défendre l'humain contre l'arbitraire » (1991, p.222).

Ainsi, la désobéissance créatrice s'inscrit dans une tradition longue, aussi bien occidentale qu'africaine, qui voit dans l'acte de rupture la possibilité d'un commencement, d'un processus collectif de refondation éthique et politique. Il ne s'agit pas de refuser pour refuser, mais de porter une transformation responsable qui redonne sens, légitimité et vitalité à la communauté tout entière.

1.2. De la transgression à l'institution du nouveau

La désobéissance créatrice ne se limite pas à une rupture univoque ou à une simple négation de l'ordre établi : elle porte intrinsèquement la possibilité d'une réorganisation du vivre-ensemble autour de valeurs renouvelées et de formes sociales

inédites. Cette puissance instituante est mise en lumière par C. Castoriadis, pour qui « toute société repose sur un imaginaire institué », c'est-à-dire un ensemble de significations et de normes stabilisées qui donnent sens et solidité au collectif. Mais, rappelle-t-il, cet ordre n'est jamais figé : « La société est aussi l'imaginaire instituant, c'est-à-dire la capacité de créer de nouvelles formes, de nouvelles significations, et par là, de nouveaux mondes » (1975, p.168). La désobéissance créatrice s'inscrit pleinement dans ce processus : elle ne consiste pas seulement à dire non, mais à inaugurer, à inventer, et à « poser les jalons d'institutions inédites » (ibid., p.188), ouvrant ainsi l'espace du possible social.

Sur le plan éducatif, P. Freire attribue à la désobéissance un rôle fondamental de libération. Dans « Pédagogie des opprimés », il affirme : « Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble, par l'intermédiaire du monde » (P. Freire, 1974, p.88). Cette conscientisation collective suppose de remettre en question l'école passive et hiérarchique : apprendre devient alors acte de résistance et de réappropriation de soi. Ainsi, « refuser le rôle d'élève passif, c'est s'autoriser à devenir sujet de sa propre histoire » (ibid., p.101). La désobéissance éducative apparaît ici comme l'un des principaux ferments de transformation sociale.

Dans une perspective contemporaine, J. Butler approfondit l'idée de désobéissance en insistant sur sa dimension corporelle et performative. Dans « Notes toward a Performative Theory of Assembly », elle affirme : « L'occupation des espaces publics par des corps vulnérables et interdépendants est déjà une forme d'énonciation politique » (2015, p.71). Résister, pour Butler, c'est donner corps à la contestation, subvertir la norme en la rendant visible par l'agir collectif. La désobéissance, ainsi comprise, n'est pas seulement protestation verbale ou juridique : elle se fait expérience concrète, capable d'inventer de nouvelles modalités de présence et de solidarité.

Cette dynamique rejoint profondément les analyses africaines portant sur l'institution du nouveau. C. A. Diop souligne que toute véritable libération commence par « l'invention de nouveaux repères et la réappropriation collective du futur » (1991, p.235). De même, pour A. Mbembe, la « désobéissance ambiguë » des sociétés africaines consiste à « transformer la contrainte en ressource, à instituer du commun là où régnait l'exclusion » (2010, p.129).

L'ensemble de ces perspectives permet de comprendre la désobéissance créatrice comme trajectoire : elle initie un processus instituant, dans lequel la transgression n'est jamais finalité, mais moment inaugural de l'avènement d'alternatives durables, capables de refonder le lien social et de lui donner un nouveau souffle éthique et politique.

1.3. Vers une requalification éthique de la désobéissance

Pour être comprise dans toute son épaisseur philosophique et sociale, la désobéissance doit être envisagée comme une exigence morale qui naît lorsque l'obéissance elle-même devient source d'injustice ou de souffrance collective. Par cet acte volontaire, réfléchi et parfois risqué, l'individu — souvent inscrit dans une dynamique collective — refuse de cautionner un ordre qui contredit l'idéal éthique proclamé. Ce refus n'est pas l'expression d'un individualisme radical ou d'une volonté de rupture pour la rupture, mais une responsabilité partagée : transformer le désaccord en moteur de progrès pour tout le corps social.

Cette posture éthique renverse le soupçon traditionnel porté sur la désobéissance. Au lieu d'être le signe du désordre et de la menace, elle se révèle comme une source potentielle de créativité sociale et d'institution du nouveau. A. Camus résume admirablement cette dimension dans *L'Homme révolté* : « Je me révolte, donc nous sommes » (1951, p.25). Il s'agit moins de s'opposer que d'ouvrir : ouvrir la société à ses propres

contradictions, révéler ses angles morts, stimuler ses ressources de réinvention. L'acte de dire non devient alors l'annonce d'un « oui » à d'autres possibles, un appel à l'élaboration d'un pacte social renouvelé, plus inclusif, plus juste.

Pour incarner cette exigence, la désobéissance éthique doit s'inscrire dans une logique constructive et non-violente. P. Freire insiste sur la nécessité de dépasser l'opposition stérile pour viser un renouvellement des institutions : « L'action non-violente ne vise pas tant la destruction des institutions que leur renouvellement dans la justice » (1974, p.110). Il s'agit ainsi de transformer le lien social de l'intérieur, en le rendant meilleur, plus digne et capable d'accueillir la pluralité.

En Afrique, cette perspective trouve une forte résonance. J. Ki-Zerbo souligne que la véritable puissance transformatrice du refus ne réside pas dans la rupture solitaire, mais dans la capacité à convertir ce refus en projet d'avenir partagé : « Ce n'est pas le refus seul qui transforme, mais la capacité à dessiner une autre voie commune, où chaque non porte une réalité prête à être partagée » (2003, p.126). Dans la même veine, A. Mbembe appelle à valoriser un « désaccord créateur » qui, loin de menacer la stabilité, permet d'élaborer de nouvelles normes afin de répondre à la diversité des aspirations et aux défis contemporains de la société africaine (2010, p.155).

Requalifier éthiquement la désobéissance, c'est donc reconnaître son rôle essentiel dans la dynamique démocratique : elle garantit la vigilance des citoyens, leur pouvoir d'alerte, mais aussi leur capacité à s'ériger en acteurs du changement. Cette exigence s'accompagne de rigueur : pour que la désobéissance soit féconde et légitime, elle doit se traduire par des actions responsables, ouvertes au dialogue, et orientées vers des solutions collectives, respectueuses de la dignité humaine et de la paix sociale.

Au final, l'enjeu n'est pas simplement d'accepter la désobéissance, mais d'en faire un levier instituant, capable de

transformer la critique en création, le dissentiment en projet, la protestation en horizon collectif. Cette dynamique prépare le terrain à l'étude des pratiques concrètes de la jeunesse africaine contemporaine, dont les actions innovantes incarnent, jour après jour, les promesses de cette désobéissance créatrice.

2. Jeunesse africaine et pratiques d'insoumission créatrice

Si la désobéissance créatrice trouve sa source dans de grands principes philosophiques, elle acquiert toute son importance lorsqu'elle s'exprime dans les pratiques concrètes de la jeunesse africaine aujourd'hui. Face à des défis tels que le chômage, la précarité, la crise politique ou les tensions générationnelles, les jeunes ne se contentent plus d'être de simples spectateurs. Par des actes visibles ou discrets, ils inventent des formes d'insoumission associant résistance à l'ordre établi et capacité de proposition.

Ces initiatives, multiples et variées, s'appuient sur la tradition comme sur une volonté d'innovation. Elles réagissent aux contraintes du présent tout en esquissant d'autres manières de vivre et d'agir ensemble. L'analyse qui suit, basée sur l'enquête de terrain et la diversité des contextes observés, cherchera à montrer comment ces pratiques, souvent ignorées ou sous-estimées, deviennent des leviers d'éthique, de solidarité et de transformation sociale.

2.1. Entre héritages et ruptures générationnelles

Dans de nombreuses sociétés africaines, la jeunesse grandit au sein d'un héritage culturel et social marqué par le respect des aînés, l'attachement à la tradition, la solidarité communautaire et la transmission des codes collectifs. Cet héritage offre un cadre normatif valorisant la cohésion, la loyauté et la préservation de l'équilibre social, où l'autorité coutumière, religieuse ou parentale possède une légitimité rarement

contestée. La parole du chef, du doyen ou du leader religieux demeure un repère fondamental du vivre-ensemble, et la conformité aux normes héritées est souvent perçue comme une marque de responsabilité et de maturité (J. Ki-Zerbo, 2003, p. 62 ; C. A. Diop, 1991, p. 119).

Cependant, ce socle de valeurs peut devenir source de tensions pour la jeunesse contemporaine. Les attentes très strictes fondées sur le respect du rôle social, l'absence de consultation dans les décisions majeures ou le manque de prise en compte des aspirations individuelles conduisent à un décalage croissant entre générations. Comme le rappelle C. Castoriadis, « tout ordre social, fût-il coutumier, porte en lui la possibilité de sa remise en question critique » (1975, p. 221). Ces tensions se traduisent par des prises de distance, des remises en cause, voire par le refus explicite de certaines règles jugées obsolètes ou injustes.

Pourtant, la dialectique entre héritage et rupture ne débouche que rarement sur une opposition frontale. Dans bien des cas, les jeunes africains revendiquent des formes subtiles de négociation, d'adaptation ou de réinterprétation créative de la tradition. Il s'agit, selon J. Ki-Zerbo, de « réinventer sans renier, à la frontière mouvante de la transmission et de l'innovation » (2003, p. 144), ou, comme le reformule P. Freire, de « transformer l'héritage reçu en possibilité ouverte par l'invention » (1974, p. 107).

L'enquête de terrain menée au Mali (à Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Bamako, Gao et Tombouctou) révèle combien la gestion de l'héritage social n'oppose pas simplement jeunesse et tradition, mais s'exprime à travers des positions intermédiaires et évolutives. Les propos recueillis — « Ne rejeter ni la famille, ni les anciens, mais assouplir ce qui contraint » (A. K., Ségou), « Respecter, oui, mais aussi innover pour que la famille avance » (D. S., Bamako), ou encore « Trouver ma voie, mais rester lié au groupe » (A. I., Gao) — illustrent une volonté de composer avec le passé, en l'adaptant à leurs besoins présents. SD, un ancien de

Mopti souligne quant à lui, avec prudence, qu'« il faudrait laisser aux jeunes plus d'initiatives, à condition que ce soit pour le bien commun », rappelant ainsi que l'ouverture intergénérationnelle demeure soumise à la préservation de l'harmonie collective.

Ces exemples montrent que la dynamique intergénérationnelle se joue moins sur le terrain du conflit ouvert que sur celui d'une négociation permanente, marquée par la recherche d'équilibres inédits entre normes reçues et aspirations nouvelles. La jeunesse ne cherche pas à abolir l'autorité ni à brouiller totalement les repères ; elle veut participer à leur évolution, obtenir reconnaissance pour sa capacité d'initiative, tout en veillant à ne pas rompre le fil de la mémoire vivante.

Ce qui émerge alors, c'est plutôt une conception processuelle de la transmission, conçue comme une ressource à réinterpréter, à actualiser, à partager, où l'assouplissement des contraintes ouvre sur une créativité sociale inédite, sans menacer la cohésion du corps collectif. La désobéissance créatrice apparaît ainsi comme une tension féconde, dévoilant le potentiel d'innovation sociale dans l'ajustement des héritages face aux exigences du présent.

2.2. Pratiques locales et trajectoires singulières de la désobéissance créatrice

La désobéissance créatrice de la jeunesse, en général, prend racine dans une tension féconde : elle vise l'autonomie et l'émancipation, tout en maintenant un dialogue attentif avec l'héritage collectif. Plutôt que d'opposer brutalement modernité et tradition, les jeunes inventent des formes de négociation qui redéfinissent, dans chaque contexte local, le sens du respect, de l'autorité et de la responsabilité.

Les exemples du terrain illustrent la diversité et la portée des démarches. À Kayes, quand M. A., jeune agriculteur, déclare : « Je respecte les anciens, mais je veux aussi être responsable de mon travail et négocier moi-même avec les commerçants », il conteste l'ordre établi non par rupture, mais par redéfinition

progressive des rôles familiaux. L'extension de son initiative en coopérative atteste de la dimension collective que peut prendre une première désobéissance individuelle, révélant la puissance de l'exemplarité et l'effet d'entraînement sur le groupe.

À Sikasso, F. K., étudiante, critique les dépenses excessives liées aux cérémonies coutumières : « C'est un gaspillage d'organiser de grandes cérémonies alors que certaines familles manquent de tout. » Ici, la remise en cause du rituel sert de point d'entrée à une réflexion sur la justice sociale et l'adaptation des pratiques à la réalité économique. La discussion engagée ne porte pas atteinte à la tradition dans son principe, mais lui trouve un nouvel équilibre par le questionnement éthique.

Les formes d'engagement associatif ou communautaire sont elles aussi traversées par ce mouvement. À Ségou, H. D., militant, affirme : « Le volontariat doit être choisi, pas imposé. » Cette réflexion traduit le refus de la contrainte dans l'action collective, au profit d'une participation plus libre et reconnue, capable de générer une dynamique plus inclusive et valorisante pour chacun.

Les jeunes femmes, nombreuses à Mopti et ailleurs, voient dans la désobéissance créatrice une opportunité pour conquérir de nouveaux espaces d'autonomie au sein de structures encore très marquées par le patriarcat. A. S., jeune artisane, décrit la décision d'exposer leurs produits sans attendre l'accord des hommes : « On a décidé de partir à plusieurs. » Par ce geste collectif, une marge de liberté nouvelle s'ouvre, qui transforme subtilement les représentations et encourage bien d'autres à oser. La sphère politique et citoyenne n'échappe pas à ce courant : à Bamako, O. T., étudiant, évoque le choix collectif de boycotter une élection jugée truquée et d'organiser un forum public. En affirmant : « Il fallait sortir du silence », il met l'accent sur la citoyenneté active et l'importance du refus constructif pour provoquer la réforme institutionnelle. De même, à Gao, N. B., animateur communautaire, mobilise la désobéissance au service

de la paix : « Ma loyauté va à l'unité du Mali, pas à la division. » Il illustre une insoumission tournée non vers la discorde mais vers la réconciliation et la solidarité interethnique.

Au prisme de toutes ces trajectoires, la désobéissance juvénile apparaît moins comme une fin en soi que comme un processus d'expérimentation sociale, de négociation et de proposition. Chaque initiative locale déclenche un micro-laboratoire du changement, où se redessine la circulation de la parole, le rapport à l'autorité, la conception des rituels ou l'expression de la solidarité. Cette capacité à « négocier, adapter et inventer » n'affaiblit en rien le lien social : au contraire, elle l'actualise, éclaire ses contradictions et ouvre la voie à des formes de cohésion plus équitables, inclusives et dynamiques, capables de répondre aux défis contemporains sans renier la mémoire collective.

2.3. Lieux d'expression de la désobéissance créatrice

En Afrique contemporaine, la désobéissance créatrice portée par la jeunesse se manifeste dans tous les champs de la vie collective : politique, artistique, associatif, éducatif, économique. Cette pluralité d'investissements traduit la capacité transversale des jeunes à questionner, réinventer et transformer les institutions tout autant que les pratiques sociales au quotidien. Comme le souligne A. Mbembe, la jeunesse africaine « s'invente des pratiques de subversion qui sont aussi bien des gestes de rupture que de réinvention » (2016, p.41). La désobéissance créatrice n'est donc pas circonscrite à l'acte spectaculaire ; elle se diffuse par une multitude d'initiatives, parfois discrètes, parfois assumées de façon collective.

Les formes de cette créativité insoumise varient selon les contextes : dans les grandes villes, des débats publics spontanés surgissent ; les réseaux sociaux deviennent des outils puissants de dénonciation de l'injustice ou de la manipulation politique ; dans l'espace artistique, rappeurs, slameurs et plasticiens

utilisent les langues et symboles locaux pour donner à la critique une dimension partagée, rendant visible ce que C. Castoriadis nomme la puissance de l'« imaginaire instituant » (1975, p.129). À Bamako, par exemple, l'organisation de forums citoyens ou d'initiatives de contrôle citoyen sur l'information remplace la participation à des élections perçues comme biaisées, prolongeant la réflexion de J. Ki-Zerbo selon laquelle « il n'y a pas de citoyenneté sans apprentissage du débat et de la responsabilité » (2003, p.201).

L'espace artistique se révèle lui aussi propice à la désobéissance créatrice : les fresques murales, les spectacles de rue ou le slam engagé deviennent autant de lieux où les codes culturels sont détournés pour libérer la parole, affirmer des espérances, ou revendiquer une refonte des règles du vivre-ensemble. « Dire le vrai en public, c'est déjà briser une chaîne invisible », confie un jeune poète bamakois. Sur le terrain communautaire, d'autres pratiques s'expérimentent : à Sikasso, des jeunes agricultrices contestent des usages polluants et instaurent le compostage ; à Tombouctou, des enseignants choisissent d'enrichir les contenus officiels par la transmission des histoires locales, réinscrivant la parole commune dans la mémoire vécue.

Parfois, la désobéissance se loge dans des choix moins visibles mais tout aussi signifiants : certains jeunes quittent un emploi jugé contraire à l'éthique, d'autres boycottent un concours soupçonné de clientélisme, d'autres encore s'allient pour inventer de nouveaux modèles économiques en rupture avec les hiérarchies classiques. À chaque fois, ces espaces deviennent des laboratoires collectifs : ils accueillent la critique, mais surtout la proposition, appelant à un nouvel équilibre entre dénonciation de l'injustice et expérimentation de solutions solidaires.

Comme l'écrit J. Butler, « l'assemblée de corps et des idées dans l'espace public constitue déjà une action performative, une redéfinition de ce que peut le lien social » (2015, p.77). La

désobéissance créatrice, loin de se limiter à résister ou à dénoncer, propose et institue de nouvelles pratiques, transformant en profondeur les modalités du vivre-ensemble, et ouvrant la voie à une conception renouvelée de la justice, de la solidarité et de la citoyenneté.

2.4. Une imagination politique en devenir

Les formes de désobéissance créatrice portées par la jeunesse africaine — et tout particulièrement malienne — ne se limitent pas à des réactions ponctuelles à l'exclusion ou à la contrainte : elles témoignent de l'irruption progressive d'une véritable imagination politique, nourrie à la fois des ressources du passé et de la créativité du présent. À travers la diversité de leurs initiatives, les jeunes esquissent les linéaments d'un autre vivre-ensemble, façonné non seulement par la critique de l'existant, mais surtout par l'audace d'inventer collectivement de nouveaux possibles. Comme l'affirme C. Castoriadis, « l'autonomie ne s'institue pas en bloc, mais par une multitude de commencements » (1975, p.316) : la multiplication des coopératives, des collectifs citoyens, des solidarités numériques et des expériences éducatives alternatives exprime la capacité instituante et la force de projection qui habitent cette jeunesse. Cette imagination, tout en s'alimentant aux proverbes, récits historiques, figures de résistance et à la mémoire des luttes passées, s'empare résolument des outils et des idées de la modernité. Le recours à l'internet, la mise en réseau des initiatives locales, l'usage de nouveaux outils de formation et d'organisation renforce la puissance d'invention de ces jeunes, qui ne cherchent plus à « copier » des modèles extérieurs, mais à composer, inventer, détourner, adapter (J. Ki-Zerbo, 2003, p.214). Ce processus de création politique complexe marque ainsi la capacité d'allier fidélité aux racines et recherche de l'originalité : « On ne copie pas, on adapte », souligne une

enquêtée de Bamako, traduisant la façon dont la tradition peut devenir moteur plutôt qu'obstacle à l'innovation.

Évidemment, cette imagination politique rencontre des freins : la résistance des institutions établies, le manque de ressources économiques, l'inertie sociale ou la défiance des communautés. Mais, reprenant les mots d'A. Mbembe, « ce n'est pas la loi seule, ni le décret d'en haut, qui fait l'histoire, mais mille pratiques, mille solidarités, mille risques quotidiens » (2016, p.58). Ce sont ces micro-engagements, ces alliances horizontales, ces inventions de la vie ordinaire qui, au fil du temps, nourrissent un horizon collectif nouveau.

En définitive, la désobéissance créatrice de la jeunesse ne s'épuise pas dans la simple dénonciation des injustices. Elle vise à instituer, par des gestes, des paroles et des alliances inédites, les prémisses d'un avenir fondé sur la justice, l'autonomie et la coopération. C'est dans la pluralité de ces expérimentations — tissant une continuité entre mémoire et invention — que s'enracine une imagination politique en devenir, capable, lentement mais sûrement, de transformer en profondeur les sociétés africaines.

3. Vers une politique de la jeunesse créatrice : perspectives et enjeux

Les expériences et initiatives décrites montrent que la désobéissance créatrice de la jeunesse africaine ne se limite pas à un ensemble d'actions isolées. Elle révèle un potentiel de transformation sociale et politique qui, lorsqu'il est reconnu, valorisé et accompagné, peut devenir une véritable force de refondation collective.

Passer de l'observation de pratiques disséminées à la construction d'une philosophie de l'action transformatrice suppose d'identifier les conditions dans lesquelles cette énergie juvénile peut s'inscrire dans un projet commun, cohérent et

durable. Il s'agit de dépasser la vision fragmentaire de la contestation pour proposer une démarche globale : faire de la créativité sociale un moteur structurant pour la justice, la responsabilité et la gouvernance.

Ainsi, il ne s'agit pas seulement de légitimer la contestation, mais d'en dégager les fondements éthiques et les orientations politiques, de sorte qu'elle devienne un moteur pour repenser le bien commun. Cette action suppose de reconnaître la jeunesse comme actrice à part entière du changement – d'articuler le refus des injustices avec une vision constructive, et de penser des cadres éducatifs et institutionnels favorisant l'innovation collective.

C'est à cette élaboration qui se consacre la suite de l'analyse : comment transformer le foisonnement d'initiatives en une dynamique structurante et inclusive, capable d'instituer de nouveaux rapports sociaux et d'inventer des politiques à la mesure des aspirations et des défis contemporains.

3.1. Renforcer la légitimité des alternatives juvéniles

Rompre avec les stéréotypes réducteurs qui enferment la jeunesse dans des représentations infantilisantes constituent une première étape fondamentale du renforcement de sa légitimité. Trop souvent, les médias, les discours politiques et les programmes éducatifs diffusent une image de la jeunesse comme période d'inexpérience et de dépendance, ce qui délégitime d'emblée son potentiel d'action. Comme l'écrit A. Camus : « La révolte commence là où l'on refuse l'humiliation », et refuser l'infantilisation, c'est déjà affirmer une subjectivité politique (1951, p. 55). Il est donc indispensable d'engager un travail critique sur ces représentations : déconstruire ces préjugés dans les espaces publics et institutionnels, réformer les curricula pour valoriser l'esprit critique et l'autonomie, et promouvoir une image de la jeunesse comme force innovante et responsable. Ce changement de regard ouvre la voie à une

participation plus libre et plus confiante des jeunes dans la société.

Ouvrir un accès effectif aux espaces de décision suppose de dépasser l'attribution de rôles consultatifs ou superficiels à la jeunesse. Pour intégrer pleinement les jeunes dans la production des politiques publiques, il est nécessaire qu'ils siègent dans les instances de gouvernance locale, nationale et régionale avec un pouvoir réel d'influence sur les choix collectifs. Ainsi, « accorder une place réelle à la jeunesse dans la gouvernance, c'est refonder le contrat social sur l'équité générationnelle » (Traoré, 2019, p. 205). La présence de jeunes dans les conseils municipaux, les comités stratégiques ou les parlements permet d'enrichir les débats, d'apporter de nouvelles perspectives et de garantir une meilleure prise en compte des besoins émergents. Cette dynamique co-constructive « modifie l'équilibre intergénérationnel en faveur d'une gouvernance inclusive et participative » (Kaboré, 2022, p. 47).

Valoriser publiquement les réussites juvéniles représente un enjeu central pour renforcer la confiance et l'engagement de la jeunesse africaine. Souvent, les projets exemplaires dans l'entrepreneuriat, l'écologie, la médiation communautaire, l'art engagé ou les mobilisations citoyennes restent invisibles, faute d'espaces de diffusion ou de reconnaissance officielle. Selon A. Ayayi, « le manque de mise en visibilité freine la diffusion des dynamiques positives et l'émulation collective » (2021, p. 281). Créer des plateformes de partage, organiser des cérémonies de valorisation et instituer des prix nationaux et régionaux dédiés aux initiatives juvéniles contribuent à faire émerger des modèles positifs et à stimuler l'inspiration collective. Cette visibilité publique change le rapport des jeunes à leur propre créativité et offre à la société des exemples concrets de transformation initiée par la jeunesse.

Garantir des moyens d'action concrets est une condition sine qua non pour que la légitimité des alternatives juvéniles s'ancre dans

la réalité. Cette légitimité passe par l'accès à des financements spécifiques, des formations adaptées, ainsi que la facilitation de l'accès aux ressources techniques et administratives nécessaires pour la mise en œuvre de projets ambitieux. Comme l'exprime A. Ayayi, « l'autonomisation des jeunes n'est possible que si l'accompagnement institutionnel s'ajuste à leurs besoins réels » (2021, p. 281). Les dispositifs doivent être souples et accessibles, permettant l'expérimentation et l'apprentissage dans un cadre sécurisé. Un accompagnement efficace, orienté vers l'autonomie et la montée en compétence, consolide la reconnaissance institutionnelle de leur pouvoir d'agir.

En articulant ces quatre leviers : déconstruire les stéréotypes, ouvrir l'accès aux espaces de décision, valoriser publiquement les réussites et garantir les moyens d'action — il devient possible de renforcer structurellement la légitimité des alternatives juvéniles. Cette démarche n'est pas seulement une exigence éthique : elle fonde une politique transformatrice qui place la jeunesse au cœur de la réinvention des sociétés africaines.

3.2. Soutenir la créativité collective et la capacité d'institution

Articuler désobéissance et responsabilité suppose de dépasser la vision simpliste qui érige l'obéissance en vertu absolue et relègue la désobéissance au rang de menace sociale. Chez de nombreux jeunes Africains, la désobéissance créatrice n'est pas un refus aveugle des règles, mais bien, selon A. Camus, « une contestation raisonnée, guidée par des principes supérieurs de justice, de dignité et de solidarité » (1951, p. 55). Dans cette perspective, H. Arendt rappelle que « tout acte, toute action, est capable d'initier quelque chose de nouveau » (1958, p. 177) : la jeunesse porte ainsi une capacité unique à enclencher le renouvellement social. Cette posture critique puise aussi sa légitimité dans la conviction que certaines lois ou institutions, « lorsqu'elles trahissent les motivations qui les ont portées,

perdent leur légitimité » (Thoreau, 1849, p. 53), et comme le souligne M. L. King, « Une loi injuste n'est pas une loi », signifiant que la vraie désobéissance consiste à inventer activement de nouvelles normes plus justes (King, 1963).

Soutenir cette créativité collective revient alors à comprendre la désobéissance créatrice comme un acte double : elle est à la fois rupture et construction. La première dimension consiste à refuser explicitement de perpétuer l'injustice et l'immobilisme social ; la seconde engage les jeunes à expérimenter de nouvelles formes de vivre-ensemble — réseaux associatifs, coopératives économiques, projets culturels, plateformes citoyennes — capables de réinventer liens sociaux et institutions. Ce double mouvement protège la désobéissance contre la tentation de la seule contestation et lui donne une dimension « instituante », c'est-à-dire la capacité collective à faire émerger ses propres normes, valeurs et cadres institués (C. Castoriadis, 1975, p. 188). C. A. Diop insistait déjà : « La jeunesse ne doit pas se contenter de la contestation ; elle doit inscrire sa créativité dans un projet d'avenir, enraciné et inventif » (1991, p. 222).

Soutenir la créativité collective suppose aussi de créer des environnements favorables à la rencontre, à la mutualisation des ressources et à la synergie entre porteurs de projets. J. Dewey soulignait déjà que « l'éducation démocratique nécessite des espaces de dialogue et d'expérimentation sociale, où la pratique collective prépare la vie civique » (1916, p. 109). Qu'ils soient physiques ou numériques, ces espaces partagés permettent de renforcer la légitimité des initiatives par l'émulation, l'apprentissage horizontal et la construction d'identités collectives.

La capacité d'institution définit enfin la faculté à transformer des pratiques émergentes en structures reconnues et transmissibles, capables de s'ancrer dans la durée (Kaboré, 2022, p. 69). Cela requiert, comme l'écrit A. Sen, « un accompagnement institutionnel qui assure à chacun les capacités nécessaires pour

agir et transformer son environnement » (1999, p. 43). Pour MC Nussbaum, il s'agit de garantir « les moyens effectifs d'agir collectivement, condition essentielle de la justice et de la liberté réelle » (2012, p. 91). Sans ces soutiens, même les innovations les plus prometteuses restent fragiles.

Ainsi, penser la désobéissance créatrice comme une contribution active à la vie collective oblige à dépasser la vision d'un simple facteur d'instabilité ou de trouble social. Dire « non » à l'injustice ne prend véritablement sens que s'il s'accompagne d'un mouvement d'invention collective, de renforcement des liens sociaux et d'intégration des plus vulnérables. Dans ce contexte, la jeunesse africaine s'affirme non seulement comme force de contestation, mais surtout comme co-autrice et actrice centrale du renouvellement institutionnel, capable de porter et d'incarner les institutions de demain (H. Arendt, 1958, p. 179). Ce passage de la révolte à la refondation est la clé d'une créativité sociale durable et d'une transformation pluraliste de la société.

3.3. Refonder l'imaginaire et les modèles sociaux

Refonder l'imaginaire social et les modèles collectifs suppose d'offrir à la créativité juvénile et à la désobéissance créatrice un environnement propice à l'émergence de dynamiques durables, capables de transformer en profondeur la société. Comme le rappelle J. Dewey, « l'éducation n'est pas une préparation à la vie ; l'éducation est la vie même » (1916, p. 11). Il ne s'agit donc pas seulement de transmettre des connaissances techniques, mais aussi de cultiver l'esprit critique, le discernement éthique et la capacité à concevoir des alternatives. Cette exigence rejoint la perspective de P. Freire : « la pédagogie doit éveiller la conscience critique et rendre l'élève acteur de sa propre libération » (1974, p. 88). Repenser les curricula scolaires et universitaires pour y intégrer la citoyenneté active, la résolution non violente des conflits, la participation démocratique et

l'innovation sociale permet ainsi de faire des écoles et universités « des laboratoires vivants, où l'on expérimente, débat et construit ensemble » (F. Darmé, 2014, p. 232).

Parallèlement, il est essentiel de renforcer les dispositifs permettant aux jeunes d'accéder à des ressources matérielles, financières et logistiques. Les organisations communautaires, associations, municipalités et institutions nationales jouent un rôle structurant en mettant en place des fonds de soutien, des incubateurs d'initiatives locales ou des programmes de mentorat intergénérationnel. Selon A. Sen, « le développement passe par l'accès à la liberté de réaliser des projets librement choisis » (1999, p. 43), tandis que M. C. Nussbaum insiste sur le fait que « la confiance institutionnelle est le socle de la capacité d'agir de chacun » (2012, p. 91).

Pour avoir un réel impact, ces structures doivent toutefois rester souples et inclusives. La créativité sociale de la jeunesse s'étouffe dans un cadre trop normatif, mais s'épanouit là où le dialogue, l'expérience partagée, l'acceptation de l'échec et l'ouverture à l'innovation sont encouragés. H. Arendt écrit : « Toute société vivante doit pouvoir remettre en question ses significations et instituer du nouveau » (1958, p. 179). Plutôt qu'un simple droit à l'insoumission, il s'agit ici de faire de la désobéissance créatrice un levier central de la refondation.

Reconnaître que la capacité de contestation et la créativité juvénile peuvent devenir des forces structurantes pour le collectif revient à admettre que la transformation des modèles sociaux ne peut s'opérer sans cette énergie instituante. Comme le rappelle justement J. Ki-Zerbo, « l'imaginaire social n'est pas un simple décor : il façonne les possibles, oriente les choix et détermine les contours du bien commun » (2003, p. 96). Offrir à la jeunesse des espaces éducatifs et institutionnels propices, c'est garantir la fécondité et la pérennité de ses initiatives, et inviter toute la société à une réflexion renouvelée sur sa propre capacité à se transformer.

Conclusion générale

Ce travail a articulé une double démarche : d'un côté, une analyse philosophique exigeante de la désobéissance créatrice ; de l'autre, une enquête de terrain approfondie menée dans plusieurs régions du Mali. L'éclairage conceptuel, puisé chez H. D. Thoreau, H. Arendt, C. Castoriadis, P. Freire, J. Butler et d'autres penseurs majeurs, a permis de montrer que la désobéissance, loin d'un simple rejet de l'autorité, devient — lorsqu'elle s'appuie sur l'éthique et l'inventivité — un acte profondément instituant et transformateur. Elle apparaît comme une dynamique qui conjugue le refus de l'ordre injuste avec la capacité de proposer, d'expérimenter et d'instituer de nouvelles formes de vie collective.

Les observations issues du terrain, qu'il s'agisse d'initiatives à Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Bamako, Gao ou Tombouctou, donnent une consistance concrète à ces analyses. Loin de la résignation ou du nihilisme, la jeunesse malienne incarne un potentiel d'action remarquable : citoyenneté active, création artistique, projets communautaires et stratégies d'insoumission s'y conjuguent en une créativité lucide, à la fois ancrée dans les héritages et tournée vers des possibles inédits.

La portée sociale de ces pratiques est manifeste : elles renforcent la cohésion locale, donnent la parole aux marges et revitalisent l'entraide. Plutôt que de rompre avec la tradition, la jeunesse la réinterprète et l'adapte, inventant des modèles hybrides et ouverts capables de relever les défis contemporains. Ce dialogue permanent entre mémoire et innovation fait de la désobéissance créatrice un moteur de souplesse culturelle et de renouvellement identitaire.

Sur le plan politique, les expérimentations juvéniles déplacent les frontières de la citoyenneté et font émerger des modes de gouvernance plus horizontaux, inclusifs et adaptatifs. La

démocratie s'y expérimente comme pratique vivante, investie quotidiennement dans les marges et au cœur de la société par une jeunesse proactive, créative et responsable. Comme l'a souligné C. Castoriadis (1975), la capacité d'« instituer du nouveau » devient ici une ressource politique majeure.

Scientifiquement, cette recherche s'inscrit dans le courant des travaux qui interrogent et débordent les récits pathologisants ou sur-sécuritaires sur la jeunesse africaine : elle met au jour la densité éthique, la richesse politique et la puissance imaginative de ses pratiques. Elle contribue ainsi à une épistémologie de l'action créatrice attentive aux subjectivités collectives et aux dynamiques institutionnelles émergentes.

En définitive, ce travail montre que la désobéissance créatrice n'est ni une menace ni un simple symptôme de crise, mais une ressource vitale pour des sociétés en quête de justice, de renouvellement démocratique et d'émancipation. Comprendre, reconnaître et accompagner cette énergie, c'est investir dans un imaginaire politique en pleine refondation : là où l'obéissance reproduit trop souvent l'injustice, la désobéissance créatrice ouvre des voies neuves. La jeunesse qui ose contester pour inventer s'affirme ainsi comme l'architecte lucide, responsable et audacieux d'un avenir plus juste, solidaire et habitable pour tous.

En s'autorisant à désobéir, la jeunesse africaine révèle à tous le pouvoir inépuisable d'inventer le monde autrement.

Bibliographie

ARRENDT, Hannah, 1958. La condition de l'homme moderne, Calmann-Lévy, Paris.

ARRENDT, Hannah, 1972. Sur la désobéissance civile, Harcourt Brace, New York.

BETI, Mongo, 1974. Main basse sur le Cameroun, Maspero, Paris.

BUTLER, Judith, 2015. Notes pour une théorie performative de l'assemblage, Harvard University Press, Cambridge.

CAMUS, Albert, 1951. L'Homme révolté, Gallimard, Paris.

CASTORIADIS, Cornelius, 1975. L'institution imaginaire de la société, Seuil, Paris.

DIOP, Cheikh Anta, 1991. Civilisation ou barbarie, Présence Africaine, Paris.

FREIRE, Paulo, 1974. Pédagogie des opprimés, Maspero, Paris.

KING, Martin Luther, 1963. Lettre de la prison de Birmingham, Bayard, Paris.

KI-ZERBO, Joseph, 2003. À quand l'Afrique ?, Éditions de l'Aube, Paris.

MBEMBE, Achille, 2010. Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée, La Découverte, Paris.

THOREAU, Henry David, 1849. La désobéissance civile, Mille et une nuits, Paris.

SAMAKE Thérèse, 2025, *Rapport d'enquête de terrain sur « jeunesse et désobéissance créatrice »* (entretiens semi-directifs et observations), au Mali, janvier-juin 2025.